



©DR

Comment le mérite s'est transformé en tyrannie

ANNE LEBLANC

Brexit, Trump, Gilets jaunes, montée de l'extrême droite... Dans son livre *La tyrannie du mérite* paru chez Albin Michel, Michael J. Sandel, professeur de philosophie à Harvard, s'interroge : qu'est-ce qui a mal tourné ? Pour lui, il est temps d'interroger le rôle de l'université et la dignité du travail.

La pandémie nous a plongés dans une crise mondiale, mais en se greffant sur des systèmes démocratiques fragilisés. Des deux côtés de l'Atlantique, les paysages politiques sont polarisés et marqués par le ressentiment profond à l'égard de toutes les classes dirigeantes. Comment comprendre cette rancune et cette défiance ? À partir de son analyse historique, Michael Sandel en arrive, étonnamment, à contester le principe méritocratique. Celui-ci est pourtant au cœur de nos pratiques scolaires depuis des lustres. Nous considérons cette méritocratie juste parce qu'elle s'accompagne du combat permanent pour l'égalité des chances. Cette idée porte un implicite partagé : « *Si tout le monde a une chance égale, les gagnants méritent leur victoire* ». Cette vision fait partie de notre héritage chrétien. Il fallait mériter son salut éternel. Sandel montre aussi comment elle s'est imposée par glissement dans le monde anglo-saxon protestant et comment elle a participé à l'émergence de l'économie capitaliste. Même dans la Grèce antique et la Chine ancienne, il était entendu que le pouvoir revenait aux plus méritants. Mais ceux-ci devaient faire preuve des vertus civiques et morales nécessaires pour œuvrer au bien commun. C'est ce sens du bien commun que nos démocraties occidentales auraient perdu.

Le marché, instrument du bien commun

Les années d'après-guerre ont conduit à une amélioration plutôt générale des conditions de vie en Occident. Jusqu'à ce que, initiée par Reagan et Thatcher, la politique

de la globalisation marchande s'instaure progressivement. On considère dès lors que les mécanismes du marché sont les meilleurs instruments du bien commun. Mais les inégalités sociales se sont fortement aggravées depuis quarante ans. Tous les partis de gauche comme de droite, en Europe comme aux USA, ont adopté cette politique et ce qui en découle. D'abord, on confie aux experts les problèmes d'intérêt public que le citoyen ne peut pas comprendre. Le débat public est vidé de sa substance au profit de gouvernements technocratiques. Ensuite, l'idée s'est imposée que la seule voie pour être capable de conduire les affaires du pays était la formation universitaire couronnant les plus méritants. Dans un monde où l'on proclame l'égalité des chances, celui qui n'y arrive pas est le seul responsable de sa mauvaise fortune. Or, le mérite n'est pas le seul garant de la place que l'on occupera dans la société. Mérite-t-on nos talents ? Un joueur de basket US gagne des millions de dollars. Il a certes des dons athlétiques et s'entraîne beaucoup. Mais il a la chance de vivre dans une société qui valorise ses talents particuliers. Le champion du monde de bras de fer a probablement autant de qualités physiques que le joueur de basket. Mais tout le monde s'en moque. Reconnaître que de multiples contingences participent à leur réussite individuelle y compris la chance devrait inciter les gagnants à se sentir redevables vis-à-vis des moins chanceux. On en est loin.

« Hubris » méritocratique

La fraternité et la solidarité ont cédé la place à une forme d'hubris (orgueil) parmi les classes dirigeantes qui les aveugle. Elles manquent d'humilité et de respect. Quand Hillary Clinton traite les électeurs de Trump de « bande de déplorables », elle montre qu'elle n'a rien compris à ce qui se joue réellement. Les malchanceux, les perdants, les humiliés du système ne contestent pas la méritocratie. Avant, quand le combat se pensait sous la forme de la lutte des classes, ceux qui n'y arrivaient pas étaient victimes d'un jeu pipé à la base. Maintenant, on affirme que tout est mis en place pour que les règles soient justes. Pourtant, les chiffres prouvent qu'actuellement, la mobilité ascendante est quasiment inexistante. Celui qui n'y arrive pas est non seulement responsable de sa condition mais également méprisé par les élites. Le terreau est prêt pour le ressentiment et la rancune. Le Parti démocrate a depuis longtemps perdu ses électeurs de la classe ouvrière. Son discours légitime sur la discrimination positive à l'attention des femmes et des minorités raciales passe mal auprès de ceux qui se sentent stigmatisés et abandonnés. C'est ce que Trump a, lui, bien compris. Dans les années 60, 25% des parlementaires américains n'avaient pas de diplôme universitaire. Aujourd'hui, il n'y en a quasi aucun. Comme en Europe. Nos parlements ressemblent à ce qu'ils étaient à la fin du XIX^e siècle.

Parents-hélicoptères

Tout le poids de ce projet politique repose sur l'enseignement : « *On demande toujours plus à l'éducation, comme si elle devait expier tous les péchés de la société* », écrit Sandel. L'appareil éducatif devient la machine à trier. Mais rien ne garantit aux rejetons de l'élite qu'ils gagneront le combat méritocratique. Il faut maximiser leurs chances de réussite aux concours d'admission des universités. Des consultants privés, au coût aussi cher qu'un cursus de quatre ans à Yale, aident les parents. Les adolescents doivent suivre des cours de spécialisation, des tutorats, faire du sport, de la musique, de la danse. Les « parents-hélicoptères », obsédés par la réussite de leurs enfants, « planent » au-dessus d'eux sans cesse, se précipitant à leur secours dès qu'un problème se pose. Les psychiatres alertent sur les conséquences de ce comportement parental. Outre leur manque d'autonomie, les études montrent l'augmentation, chez ces adolescents, de la dépendance à l'alcool et aux drogues. Elles constatent aussi une épidémie de maladies mentales. « *Ceux qui l'emportent sur le champ de bataille s'en sortent triomphalement mais blessés* », note l'auteur.

Comment s'en sortir ? Pour Sandel, il faut un tournant moral et spirituel. Nous devons interroger le rôle de l'université et la dignité du travail. C'est une folie d'avoir créé une économie qui fait du diplôme universitaire le seul sésame pour un travail digne et une vie décente quand cela ne concerne qu'un tiers de la population. Il faut sortir de cette tyrannie méritocratique qui tourne mal pour tout le monde. Nous avons besoin d'un nouveau contrat civique centré sur la dignité du travail. Nous ne travaillons pas seulement pour gagner notre vie. Nous contribuons tous au bien commun et à la vie citoyenne de notre communauté. En soutenant une grève des éboueurs en 1968, Martin Luther King avait insisté : leur métier est aussi important que celui des médecins, car s'ils ne le font pas bien, la communauté entière risque d'être malade. La crise sanitaire l'a montré. Tout le monde a reconnu l'importance des métiers socialement moins considérés. Qui s'en souvient ? L'« hubris » méritocratique a mis à mal le sentiment d'appartenance à une communauté solidaire. Il faut retrouver les vertus civiques d'humilité et de solidarité. Et sortir de l'éthique brutale du succès. Elle sépare et blesse tout le monde. Nos démocraties ont besoin de reconstruire une vie publique moins rancunière et plus généreuse. ■

